



DECLARATION LIMINAIRE

CTPS DI du 9 Novembre 2010

Monsieur le Président,

Les six derniers mois ont été largement marqués par une amplification des actions unitaires, manifestations et grèves, contre le projet gouvernemental de loi sur les retraites. Elles ont atteint en douane un niveau exceptionnel, notamment dans l'interrégion de Bordeaux.

L'obstination et la rigidité du Président de la République et de son gouvernement devant cette mobilisation, et ce, malgré l'opposition d'une grande majorité de citoyens, est inacceptable.

Sans aucun mandat du Peuple et sans concertation, mais sous la dictée des institutions financières mondiales, le gouvernement a pris l'initiative d'un démantèlement complet de tous ce qui caractérise le modèle social républicain, héritier du Conseil National de la Résistance.

Car, à la question des retraites pour les salariés, s'ajoutent les lourds contentieux laissés par l'Etat et le patronat, sur les questions de salaires, de l'emploi et des conditions de travail.

A présent, le Président de la République voudrait que l'on siffle la fin de la partie, ce que s'efforcent de faire les médias officiels.

La CGT et SOLIDAIRES, pour leur part, assurent que cette mobilisation, qui traduit le profond malaise social éprouvé par toutes les générations, ne fait que commencer!

L'intransigeance et l'arrogance affichées par ce gouvernement illustrent totalement la profonde destruction du dialogue social depuis des années, à tous les niveaux de l'Etat.

Ainsi, dans la fonction publique, le paritarisme, tel qu'il se pratique actuellement, se réduit à des comités techniques paritaires où se prêche la pensée unique devant des représentants du personnel devenus de simples figurants dans ce grand théâtre de l'hypocrisie!

A la DGDDI, et plus particulièrement dans votre interrégion, les exemples ne manquent pas en matière de contorsions paritaires.

Qu'on en juge !

Du transfert du DAN à Arcachon (où, pour l'anecdote, il n'existe pas actuellement de local pour accueillir « l'Exodus » des plaisanciers, de l'interrégion; et où la collègue « modernisée » de Parentis, travaille dans le local des archives...), aux fermetures passées et à venir de services (Millau, Albi, Ste Foy la Grande, Le Verdon) du service de la jauge ...) en passant par le grignotage de quelques emplois entre deux PAE, les restructurations et réorganisations sans évaluation: et celle notamment -non dite- de la Surv, au fil de l'eau..., les processus non respectés, les "modernisations" bâclées, le tout sans aucune marge de négociation.

La coupe est pleine !

S'ensuivent l'augmentation du nombre de situations difficiles dans les services, la recrudescence du stress au travail, l'inquiétude du lendemain, la perte de sens du travail... et votre hiérarchie s'étonne de découvrir lors de la mise en place – il y a a un an et demi ! – du document unique que les risques psycho-sociaux et organisationnels sont les plus pointés par les agents !

Où en sommes-nous à présent ?

Sans doute que c'est par souci de diminuer ces risques-ci que l'objectif est donné d'accroître le nombre de services atypiques en surveillance tout en supprimant les SLD. Est-ce à coup d'économies mesquines de quelques quinze euros vingt cinq pièce que vous comptez enlever votre pierre à la ruine de l'édifice Douane et remédier aux conséquences néfastes du bouclier fiscal et à la dilapidation de deniers publics ?

Dans le même temps, dans le cadre du Protocole d'accord Intérieur Budget, vous cédez aux injonctions du Préfet en mettant à la disposition de celui-ci, hors du cadre statutaire, pour des missions sécuritaires relevant du fait du prince, des agents de la surveillance. Interrogé à ce sujet, vous ne déniez même pas répondre!!

S'agit-il d'inconscience ou de cynisme ?

Nous penchons plutôt pour la morgue et le mépris des représentants du personnel !!

Le malaise des agents à l'égard de leur hiérarchie est ressenti dans toutes les interrégions qui subissent au quotidien les conséquences de vos décisions et celles de vos confrères.

Et au lieu de dialogue social, notre administration leur sert la soupe de la lamentable opération de communication « CAP 2012 » censée faire adhérer les personnels à la destruction programmée de leur administration. **Inconscience ou cynisme ?**

Où est la concertation ? Il aura fallu la forte mobilisation des douaniers devant l'ENBD de la Rochelle le 11 juin dernier pour que le ministre de tutelle veuille bien donner, enfin, suite à la demande d'entrevue proposée plusieurs mois auparavant par l'intersyndicale douanière. Où est le dialogue social ? **Morgue et mépris !!**

Aujourd'hui, Monsieur le Président, et bien que l'ordre du jour de ce CTPS DI contienne des demandes de nos organisations syndicales, nous tenons à manifester notre extrême désapprobation: nous vous demandons un moratoire sur les missions et la doctrine d'emploi dans la DI.

Dans cette attente, nous exigeons l'arrêt immédiat de toute suppression de service ou d'unité, ainsi, bien entendu que le gel des suppressions d'emploi. Nous vous demandons une réponse immédiate et par écrit!

Sous couvert de votre « pseudo » dialogue social vous nous obligez à adopter une attitude radicale dans la tenue de cette réunion, soi disant paritaire... Où vous et vous seul, détenez le pouvoir décisionnel de cette instance.

Nous n'accepterons pas de servir de caution à un pseudo-paritarisme alors même que vous participez de cette intransigeance, par votre attitude dogmatique, qui caractérise de plus en plus les décideurs de tous bords face au monde du travail.

Pour vous, le seul lieu de concertation actuel semble être le très coûteux rassemblement de chefs de services à Barbaste où tout ce trame...avec vos serviteurs!

Tant que nous n'aurons pas la possibilité de négocier, c'est-à-dire d'avoir les moyens d'une véritable discussion avec voix -délibérative!- sur la question des moyens, des emplois et des conditions de travail dans tous les services de l'interrégion, nous resterons critiques quant à la forme que prennent de plus en plus vos réunions de « concertation » et userons de tous les moyens dont nous disposons pour ne pas vous le laisser oublier.

Les représentants du Personnel CGT et SOLIDAIRES